

Ressource pour le Projet Plus jamais invisibles

DU DISCOURS AUX ACTES

**« Les vétéranes passent à
l'action » — à Ottawa**

Mars 2026



Cette ressource a été rédigée par l'équipe du Projet Plus Jamais Invisibles (PJI), qui est la forme abrégée du projet « Plus jamais invisibles. Les vétéranes canadiennes mettent pleinement en œuvre les recommandations du rapport de l'ACVA », situé au Centre pour l'innovation sociale et l'engagement communautaire dans les affaires militaires (ISECAM) de l'Université Mount Saint Vincent, à Halifax, au Canada.

Coordonnées : Maya Eichler, Ph. D., directrice de l'ISECAM

Courriel : csi@msvu.ca

Site Web (en anglais) : www.msvu.ca/InvisibleNoMore

Citation suggérée :

Du discours aux actes. « Les vétéranes passent à l'action » — Atelier d'Ottawa [Ressource], mars 2026. Centre pour l'innovation sociale et l'engagement communautaire dans les affaires militaires (ISECAM), Université Mount Saint Vincent, Halifax, Canada.

Remerciements — Financement

Cette publication fait partie du Projet « Plus jamais invisibles. Les vétéranes canadiennes mettent pleinement en œuvre les recommandations du rapport de l'ACVA », qui reçoit du financement de la part d'Anciens Combattants Canada, du Conseil de recherches en sciences humaines, ainsi que du ministère de la Défense nationale.



**National
Defence** **Défense
nationale**

Funded by Veterans Affairs Canada
Financé par Anciens Combattants Canada

Canada



Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Canada

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	04
Pourquoi le Projet PJI est important	05
But et approche de l'atelier	06
Ce que l'équipe du Projet PJI a entendu	08
De l'élan à la mise en œuvre	10
Pourquoi votre engagement continu est essentiel ...	12
Ressources pour un engagement continu	13
Références	14

01 Résumé

Le 12 juin 2024, le Comité permanent des anciens combattants (ACVA) de la Chambre des communes a publié le rapport parlementaire intitulé *Plus jamais invisibles*. Les expériences des vétéranes canadiennes, qui présente 42 recommandations visant à améliorer la recherche, les politiques, les programmes et les services ayant une incidence sur les vétéranes au Canada.

L'atelier *Les vétéranes passent à l'action* a été tenu le 30 octobre 2025 à Ottawa. Il réunissait des femmes qui ont servi dans les Forces armées canadiennes (FAC) et la Gendarmerie royale du Canada (GRC), ainsi que des partenaires de défense des intérêts, des organisations communautaires et des membres de l'équipe du Projet PJI. L'objectif était d'accroître la sensibilisation au rapport et de soutenir les discussions sur sa mise en œuvre.

Cet atelier constituait l'une des activités d'engagement du Projet PJI de l'Université Mount Saint Vincent. Bien que le Projet PJI comporte des volets de recherche participative, cet événement était conçu spécifiquement comme un forum d'engagement communautaire et de partage des connaissances, plutôt qu'une activité de recherche.

L'atelier visait à augmenter la sensibilisation au sujet du rapport de l'ACVA auprès des vétéranes qui n'avaient pas participé à l'étude, à créer un espace pour discuter de voies pratiques permettant de mettre en œuvre les recommandations et à renforcer les liens entre les vétéranes à travers le Canada.

Des activités d'engagement comme cet atelier contribuent à faire en sorte que les expériences vécues d'un plus grand nombre de vétéranes orientent l'amélioration des politiques et des programmes fondés sur des données probantes. Elles soutiennent également l'objectif plus vaste du Projet PJI, qui consiste à veiller à ce que la mise en œuvre des recommandations du rapport de l'ACVA se traduise par des améliorations visibles des programmes, des services et du bien-être à long terme des vétéranes.

Aperçu de l'atelier du Projet PJI

- **Date :** 30 octobre 2025
- **Lieu :** Ottawa (Ontario)
- **Participant·e-s :** Plus de 30 personnes, dont des vétéranes et des anciennes de la GRC, des membres de l'équipe du Projet PJI, ainsi que des collaborateur·trice·s invités provenant de partout au Canada.
- **But :** Soutenir la mise en œuvre du rapport de l'ACVA intitulé *Plus jamais invisibles. Les expériences des vétéranes canadiennes*
- **Hôte :** L'équipe du Projet PJI, Université Mount Saint Vincent

02 Pourquoi le Projet PJI est important

Le 12 juin 2024, le Comité permanent des anciens combattants (ACVA) de la Chambre des communes a publié le rapport parlementaire intitulé *Plus jamais invisibles. Les expériences des vétéranes canadiennes*, qui documente ces réalités et présente 42 recommandations visant à favoriser des améliorations. Le Projet PJI est une initiative de recherche-action participative et d'engagement menée à l'Université Mount Saint Vincent, qui collabore avec des vétéranes afin de soutenir la mise en œuvre des recommandations du rapport de l'ACVA. Le projet jette un pont entre les expériences vécues et la recherche, le dialogue politique et l'apprentissage institutionnel, pour appuyer une mise en œuvre fondée sur des données probantes.

Les femmes servent le Canada dans des rôles militaires et policiers depuis plus d'un siècle. Avec près de 100 000 vétéranes au pays, elles représentent aujourd'hui le segment de la population des vétérane·s qui connaît la croissance la plus rapide au pays. Historiquement, les programmes et la recherche sur les vétérane·s ont été conçus en tenant compte des expériences de service des hommes, ce qui a laissé des lacunes dans la compréhension des réalités distinctes des vétéranes en matière de santé, de transition et de service.

Cela a contribué à des difficultés persistantes pour certaines vétéranes, notamment :

- des problèmes de santé non identifiés ou traités adéquatement en temps opportun;
- des obstacles à l'accès aux prestations et aux soins;
- des transitions difficiles à la vie civile;
- des expériences d'isolement et de perte de communauté;
- le manque de reconnaissance nationale de leur service.

Ces répercussions peuvent se manifester pour la première fois plusieurs années après la libération, lorsque des vétéranes présentent une première demande de prestations auprès d'Anciens Combattants Canada (ACC) et découvrent que leurs blessures ou maladies liées au service n'ont pas été correctement diagnostiquées, traitées ou documentées.

Le 10 octobre 2024, le gouvernement du Canada a publié sa réponse officielle au rapport de l'ACVA, acceptant la majorité des recommandations, tout en signalant ou en rejetant certaines d'entre elles. Par conséquent, la mise en œuvre est toujours en cours et les progrès se feront à des rythmes différents selon les ministères.

La conversation nationale évolue ainsi de la reconnaissance des problèmes dégagés dans le rapport de l'ACVA vers leur mise en action. Partout au pays, les vétéranes concernées demandent non pas si un changement est nécessaire, mais à quelle vitesse il peut se produire et comment les progrès peuvent être mesurés.

L'atelier Les vétéranes passent à l'action, qui a eu lieu à Ottawa le 30 octobre 2025, a été élaboré en partenariat avec des vétéranes, des partenaires de défense des intérêts, des chercheuses et des organisations communautaires soutenant la mise en œuvre des recommandations du rapport *Plus jamais invisibles*.

Trente vétéranes des FAC et anciennes de la GRC provenant de diverses communautés du Canada ont participé à cet atelier.

L'atelier d'Ottawa posait une question simple, mais urgente :

Comment transformer les recommandations en changements visibles et concrets pour les vétéranes?

Les vétéranes des FAC et anciennes de la GRC ont discuté, réfléchi ensemble et commencé à acquérir une compréhension commune des recommandations ainsi qu'un sentiment partagé de l'importance de ce travail. Elles ont échangé des expériences personnelles, dégagé des priorités pour la mise en œuvre des recommandations et renforcé des réseaux capables de soutenir les efforts de changement au fil du temps.

Une participante a résumé l'urgence ressentie par plusieurs autres :

« Nous avons fait assez d'études. Maintenant, il faut voir le changement dans la vraie vie. »

03 But et approche de l'atelier

L'atelier d'Ottawa a été organisé dans le cadre du Projet PJI, codirigé par Maya Eichler, Ph. D., de l'Université Mount Saint Vincent, en collaboration avec des vétéranes partenaires participant au projet. Le Projet PJI vise à faire progresser la mise en œuvre des recommandations du rapport de l'ACVA de manière concrète. Le projet offre également un espace structuré de dialogue entre les vétéranes, les chercheuses et les institutions responsables de la mise en œuvre des recommandations du rapport.

Conformément à l'approche participative du Projet PJI, des vétéranes ont contribué à définir la conception de l'atelier, les thèmes de discussion et les modalités d'engagement.

L'atelier a servi à la fois d'activité d'engagement communautaire et d'exercice de transfert des connaissances, reliant expériences vécues, recherche et mise en œuvre des politiques à l'échelle nationale.

Importance de l'atelier « Les vétéranes passent à l'action », tenu à Ottawa

- Une rencontre nationale
- Un événement de mobilisation politique
- Un exercice de transfert des connaissances

L'atelier portait sur trois objectifs principaux :

- renforcer les liens entre les vétéranes;
- accroître la compréhension des vétéranes quant à la façon dont le changement se produit au sein du gouvernement;
- définir des étapes concrètes pour soutenir la mise en œuvre des recommandations du rapport *Plus jamais invisibles*.

Un thème fort s'est inscrit dans toutes les discussions : l'appartenance. De nombreuses vétéranes des FAC et anciennes membres de la GRC ont décrit l'isolement qu'elles ont vécu après avoir quitté les FAC ou la GRC, ainsi que la perte des réseaux professionnels et sociaux qui leur offraient autrefois une structure quotidienne et un soutien entre vétéranes.

Comme l'a souligné une participante :

« Le simple fait d'être dans la même salle que d'autres femmes qui comprennent vous fait sentir moins seule et plus prête à prendre la parole. »

Les participantes ont insisté sur le fait que les relations sont importantes pour leur bien-être, mais aussi essentielles pour soutenir, au fil du temps, les efforts de défense des intérêts liés aux vétéranes. Il est difficile de faire avancer le changement de manière individuelle, surtout lorsqu'il s'agit de politiques fédérales. Les réseaux permettent aux participantes d'échanger de l'information, de réduire l'épuisement, de se sentir soutenues et de contribuer aux efforts de changement en cours, que ce soit en tant que nouvelles leaders ou en tant qu'alliées de celles qui assument des rôles de leadership.

Les participantes ont partagé leurs expériences vécues, discuté des processus parlementaires et travaillé ensemble afin de déterminer où les efforts de changement devraient être concentrés en priorité.

L'atelier a démontré que le changement peut prendre plusieurs formes. Certaines femmes témoignent publiquement, tandis que d'autres travaillent en coulisses, jouent un rôle de mentore auprès de vétéranes, contribuent à la recherche, soutiennent les activités de sensibilisation ou développent des réseaux permettant de mettre les vétéranes en lien avec des ressources et des décideurs.

Chaque contribution compte.

Chacune a un rôle à jouer pour façonner un changement qui profite aux vétéranes d'aujourd'hui et de demain.

Ce que l'équipe du Projet PJI a entendu

De nombreuses vétéranes perçoivent les ministères de la Défense nationale/FAC, de la Sécurité publique/GRC et d'Anciens Combattants Canada (ACC) comme des systèmes cloisonnés, ce qui peut créer de la confusion et des délais lors des transitions entre organisations.

Les vétéranes peuvent hésiter à demander de l'aide. Tenter de s'y retrouver dans les processus de demandes de prestations et les services d'ACC peut parfois générer un stress supplémentaire, en particulier dans les cas complexes. Lorsque les vétéranes demandent de l'aide, les préjudices peuvent être aggravés si leurs préoccupations sont minimisées ou mal prises en compte par du personnel qui manque de compétences culturelles et de formation tenant compte des traumatismes.

Les participantes ont souligné l'importance de partager les leçons apprises avec les milieux de travail actuels des FAC et de la GRC, afin d'éviter que les futures générations de femmes en uniforme subissent les mêmes préjudices.

Les participantes ont également exprimé à plusieurs reprises que de nombreuses vétéranes souhaitent s'impliquer davantage pour faire avancer le changement, mais qu'elles ont besoin de points d'entrée plus clairs pour le faire : « *Dites-nous par où commencer et nous serons là.* »

Les participantes ont constamment mis en lumière plusieurs priorités en matière de changement :

Une meilleure coordination entre les FAC, la GRC et ACC

Les participantes ont mentionné le besoin d'une responsabilité gouvernementale plus claire, d'un partage d'information plus fluide et d'une collaboration accrue pour éviter que les vétéranes se retrouvent à naviguer seules dans plusieurs systèmes administratifs complexes.

Des services tenant compte des traumatismes et des violences, ainsi que des réponses plus rapides

Les participantes ont souligné la nécessité de services qui comprennent les réalités liées aux traumatismes, qui répondent plus rapidement et qui réduisent le fardeau administratif retardant l'accès aux soins appropriés.

De la transparence et une reddition de comptes

Les participantes ont insisté sur l'importance de mises à jour régulières de la part du gouvernement pour montrer les progrès réalisés, afin que la communauté des vétéranes puisse constater les améliorations et les difficultés qui demeurent. Elles ont également mis de l'avant l'importance d'outils de suivi transparents, comme des bulletins publics rendant compte de l'avancement de la mise en œuvre des recommandations du rapport de l'ACVA.

Des réseaux de soutien par les paires

Les participantes ont expliqué que les espaces réservés aux femmes et les réseaux informels entre paires sont essentiels pour la guérison, la reconstruction de la confiance et le maintien du leadership après la fin du service. Ces réseaux contribuent à créer un sentiment d'appartenance et de communauté.

Des outils pratiques de mobilisation et de défense des intérêts

Les participantes ont souligné l'écart croissant entre les recommandations parlementaires et les changements visibles dans les politiques et la prestation des services.

De nombreuses vétéranes souhaitent contribuer à la mise en œuvre des recommandations, mais ne savent pas comment s'engager de manière sûre et efficace dans les processus politiques et institutionnels. De la formation, des trousseaux d'outils et du mentorat peuvent faciliter leur participation.

L'équipe du Projet PJI a obtenu des rétroactions dans le cadre d'un sondage mené après l'atelier. Elles faisaient état d'un impact profond. Toutes les répondantes ont affirmé que l'atelier en valait la peine et qu'il avait accru leur intérêt à apprendre comment transformer leur voix en actions concrètes. Un grand nombre d'entre elles ont exprimé leur intérêt à contribuer à l'organisation de futurs événements régionaux et à poursuivre leur engagement.

Les participantes sont reparties de l'atelier motivées, non seulement à demeurer informées, mais également à soutenir concrètement les efforts de mise en œuvre.

De l'élan à la mise en œuvre

On avait demandé à des groupes de discussion de déterminer les forces et les défis persistants liés à des initiatives comme celles du rapport *Plus jamais invisibles* et ses recommandations.

L'une des forces dégagées par les participantes est que le rapport *Plus jamais invisibles* valide les expériences des vétéranes et crée un élan pour le changement. Les participantes ont souligné que des ateliers comme celui-ci renforcent un sentiment de communauté et la confiance, contribuent à développer de futures leaders et soutiennent des réseaux capables de maintenir les efforts collectifs visant à améliorer les programmes et les politiques qui touchent les vétéranes.

Cependant, plusieurs obstacles ont également été dégagés. De nombreux programmes et systèmes administratifs actuels ont été conçus avant l'intégration généralisée des femmes dans les FAC ou la GRC. Par conséquent, ils ne tiennent pas toujours compte des réalités du service des vétéranes des FAC et des anciennes membres de la GRC.

La responsabilité de mettre en œuvre les recommandations parlementaires peut être floue entre les ministères. De plus, les institutions et la communauté des vétéranes n'ont pas toujours une compréhension commune de ce qui représenterait une mise en œuvre satisfaisante en pratique. Par conséquent, les progrès peuvent parfois sembler lents ou difficiles à suivre. Les processus destinés à faire le suivi des progrès gouvernementaux peuvent également paraître complexes ou intimidants pour certaines participantes, ce qui peut décourager l'engagement. De plus, certaines vétéranes ont exprimé des préoccupations quant au fait que prendre la parole, en privé, en public ou dans des processus institutionnels, pourrait entraîner des répercussions négatives sur leur accès aux services ou leurs relations avec les institutions.

Les participantes ont souligné que des initiatives comme le Projet PJI peuvent contribuer à combler ces écarts en jetant un pont entre les communautés d'expériences vécues, les chercheuses et les institutions responsables de la mise en œuvre des changements politiques, favorisant ainsi un dialogue plus clair sur les progrès, les attentes et la reddition de comptes.

Malgré les difficultés relevées, les participantes de l'atelier ont fait ressortir une conclusion commune :

Lorsque les vétéranes continuent de se mobiliser ensemble, cela peut mener à une plus grande sensibilisation, à une meilleure compréhension et à davantage d'équité, tout en créant des conditions propices à la guérison des trahisons et des préjudices institutionnels.

Les participantes ont souligné que la mise en œuvre repose autant sur des mesures gouvernementales que sur l'engagement communautaire. Le suivi des progrès, la mise en lumière des préoccupations et le soutien mutuel sont essentiels pour maintenir l'élan du changement.

Certaines participantes ont souligné que des changements politiques importants à long terme pourraient être nécessaires et ont souligné l'importance de la recherche pour orienter ces changements.

Toutefois, elles ont également rappelé qu'une mise en œuvre ne nécessite pas toujours de grandes réformes. Dans bien des cas, les améliorations peuvent commencer par une communication plus claire, une meilleure coordination, une collaboration accrue entre les ministères et les partenaires, ainsi qu'une meilleure compréhension des réalités du service des vétéranes et de leur vie après leur service, de la part du personnel de première ligne, des gestionnaires de cas, des prestataires de services et des professionnels de la santé. Des progrès visibles et réalisés en temps opportun renforcent la confiance et encouragent un engagement continu.

Parmi les prochaines étapes identifiées au cours de l'atelier figurent:

- organiser des ateliers régionaux à l'échelle du Canada;
- développer de la formation et des trousseaux d'outils pour la défense des intérêts;
- faire le suivi des progrès de la mise en œuvre des changements annoncés;
- soutenir l'engagement auprès des député·e·s et les comparutions devant des comités;
- renforcer la collaboration entre les systèmes des FAC, de la GRC et d'ACC.

La réussite sera ultimement mesurée par des améliorations concrètes dans les sept domaines du bien-être de la vie quotidienne des vétéranes, présentement et à l'avenir.

L'élan prend de l'essor partout au Canada. Les participantes ont souligné l'importance de veiller à ce que cet élan soit maintenu et se traduise par des progrès durables.

06

Pourquoi votre engagement continu est essentiel

Cet atelier a fait état d'une mobilisation nationale croissante parmi les vétéranes déterminées à faire en sorte que les recommandations issues des rapports parlementaires se traduisent par des actions concrètes ayant un impact positif sur leur vie. Les participantes ont quitté l'atelier avec la conviction partagée que le changement positif est possible et que travailler ensemble permet d'avancer plus rapidement et de manière plus durable.

La poursuite de l'engagement du gouvernement, des chercheuses et de la communauté des vétéranes sera essentielle pour garantir que les recommandations du rapport *Plus jamais invisibles* se traduisent par des améliorations mesurables dans la vie des vétéranes canadiennes.

MERCI

à toutes les personnes qui ont rendu cet atelier possible, et tout spécialement aux vétéranes des FAC et aux anciennes de la GRC qui y ont participé.

Ressources pour un engagement continu

[Centre pour l'innovation sociale et l'engagement communautaire dans les affaires militaires \(ISECAM\) \[traduction libre de : Centre for Social Innovation and Community Engagement in Military Affairs \(SICEMA\)\]](#)

Centre de recherche de l'Université Mount Saint Vincent (Halifax) contribuant à la recherche, à la formation étudiante, aux politiques et aux débats publics sur les questions d'ordre militaire, relevant de la défense et portant sur les vétérane·e·s, selon l'optique du sexe, du genre, de l'intersectionnalité, de la culture, de la communauté et de l'innovation sociale.

[Comité permanent des anciens combattants \(ACVA\) de la Chambre des communes](#)

Comité chargé d'étudier les questions relatives aux vétérane·e·s. Les vétérane·e·s peuvent soumettre des mémoires ou demander à témoigner.

[Projet Plus jamais invisibles \[traduction libre d'Invisible No More Project\]](#)

Initiative de recherche participative et de mobilisation communautaire de l'Université Mount Saint Vincent soutenant la mise en œuvre des recommandations touchant les vétérane·e·s.

[Association nationale des retraités fédéraux](#)

Organisation de défense des intérêts soutenant les retraité·e·s fédéraux et les vétérane·e·s, notamment par des initiatives de formation en défense des intérêts.

[Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale, de la défense et des anciens combattants \(SECD\)](#)

Comité chargé d'étudier les questions relatives à la sécurité, à la défense et aux vétérane·e·s.

[Comité permanent de la défense nationale \(NDDN\)](#)

Comité chargé d'étudier les questions relatives au ministère de la Défense nationale et aux Forces armées canadiennes.

[Comité permanent de la condition féminine \(FEWO\)](#)

Comité chargé d'étudier les questions relatives à l'égalité des genres et aux femmes.

[Anciens Combattants Canada \(ACC\)](#)

Ministère responsable des prestations et services aux vétérane·e·s, ainsi que des processus de consultation et d'engagement continus.

[Réseau de recherche et d'engagement des vétérane·e·s \(RREV\)](#)

Réseau soutenant la collaboration entre chercheuses, organisations de défense des intérêts et vétérane·e·s.

08

Références pour cette ressource

Comité permanent des anciens combattants de la Chambre des communes, *Plus jamais invisibles. Les expériences des vétéranes canadiennes*, Chambre des communes du Canada, juin 2024.

Les vétéranes passent à l'action — Atelier tenu à Ottawa le 30 octobre 2025, *Compte-rendu*, soumis le 6 novembre 2025.

Les vétéranes passent à l'action — Atelier tenu à Ottawa le 30 octobre 2025, *Résultats du sondage de suivi*, confirmant l'impact de l'atelier et l'intérêt des participantes pour un engagement continu.

Les vétéranes passent à l'action — Atelier tenu à Ottawa le 30 octobre 2025, *Notes des tableaux de papier et des séances en sous-groupes*, documentant les priorités et recommandations des participantes.